

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions - TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

National Master Standing Offer (NMSO)

Offre à commandes principale et nationale (OCPN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address**Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Munitions Division (BK) / Division des munitions (BK)
11 Laurier St./11, rue Laurier
8C2, Place du Portage, Phase III
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet 40 X 46 mm Éponges projectiles à im 40 X 46 mm de moins que les éponges létales à faible vitesse de projectiles à im	
Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-196874/A	Date 2021-01-25
Client Reference No. - N° de référence du client M7594-196874	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$BK-382-28068
File No. - N° de dossier 382bk.M7594-196874	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2021-02-26 Heure Normale du l'Est HNE	
Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Fisher (bk div), John	Buyer Id - Id de l'acheteur 382bk
Telephone No. - N° de téléphone (613)402-8674 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 RÉSUMÉ.....	3
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	4
1.4 COMPTE RENDU.....	4
1.5 MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	5
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES.....	6
2.5 LOIS APPLICABLES	6
2.6 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	6
PARTIE 3 – DIRECTIVES DE PRÉPARATION DES OFFRES	7
3.1 DIRECTIVES DE PRÉPARATION DES OFFRES	7
SI L'OFFRANT FOURNIT SIMULTANÉMENT DES COPIES DE SON OFFRE EN UTILISANT PLUSIEURS MOYENS DE LIVRAISON ACCEPTABLES, ET S'IL Y A UN ÉCART ENTRE LE LIBELLÉ DE L'UNE DE CES COPIES ET LA COPIE ÉLECTRONIQUE FOURNIE PAR LE SERVICE CONNEXION POSTEL, LE LIBELLÉ DE LA COPIE ÉLECTRONIQUE FOURNIE PAR LE SERVICE CONNEXION POSTEL AURA PRÉSÉANCE.	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	9
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	9
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	9
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	10
5.1 ATTESTATIONS À JOINDRE À L'OFFRE.....	10
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	10
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES	12
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	12
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	13
A. OFFRE À COMMANDES	13
7.1 OFFRE	13
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	13
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	13
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	13
7.5 RESPONSABLES.....	14
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	15
7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	15
7.8 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES SUBSÉQUENTES	16
7.9 INSTRUMENT DE COMMANDE SUBSÉQUENTE.....	16
7.10 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	16
7.11 LIMITE FINANCIÈRE	16
7.12 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	16
7.13 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	17
7.14 LOIS APPLICABLES	17

7.15	TRANSITION VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE)	17
B.	CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	18
7.1	ÉNONCÉ DES BESOINS	18
7.2	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	18
7.3	DURÉE DU CONTRAT	18
7.4	DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	18
7.5	PAIEMENT	18
7.6	INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	19
7.7	ASSURANCES.....	19
7.8	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	19
7.9	PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – MANQUEMENT DE LA PART DE L'ENTREPRENEUR	20
7.10	CLAUSE B7500C (2006-06-16) DU <i>GUIDE DES CCUA</i> , MARCHANDISES EXCÉDENTAIRES.....	20
ANNEXE A - BESOIN	21	
1.0	BESOIN	21
2.0	SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES.....	21
3.0	DONNÉES D'ESSAIS ET CERTIFICAT DE CONFORMITÉ	21
ANNEXE B – BASE DE PAIEMENT	23	
APPENDICE 1 DE L'ANNEXE B – ADRESSES DE LIVRAISON ET DE FACTURATION).....	26	
ANNEXE C – ÉVALUATION ET SÉLECTION	28	
EXIGENCES OBLIGATOIRES – PHASE 1 :	29	
EXIGENCES OBLIGATOIRES – PHASE 2 :	30	
ANNEXE D – ASSURANCE DE LA QUALITÉ	32	
1.0	40 x 46 mm – EXIGENCES D'ASSURANCE DE LA QUALITÉ POUR PROJECTILES À IMPACT CONTONDANT À LÉTALITÉ RÉDUITE	32
2.0	PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE ET NIVEAUX DE QUALITÉ ACCEPTABLES	34
3.0	NORMES DE QUALITÉ ESSENTIELLES POUR PROJECTILE À IMPACT CONTONDANT.	35
ANNEXE E DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	37	
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE	37	
ANNEXE F DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES.....	38	
PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - ATTESTATION.....	38	
ANNEXE G - RAPPORTS DES FOURNISSEURS - RAPPORTS D'UTILISATION TRIMESTRIELS	39	

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin. |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC. |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation précisés. |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon dont se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels il faut satisfaire, ainsi que la méthode de sélection. |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend les exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre. |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :

7A : contient l'offre à commandes, y compris l'offre de l'offrant et les modalités applicables.

7B – contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes sont les suivantes : Besoin, Base de paiement, Instruments de paiement électronique et Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation.

1.2 Résumé

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) souhaite établir une offre à commandes pour la fourniture de projectiles à impact contondant à létalité réduite de 40 x 46 mm (projectiles à pointe en mousse).

L'offre à commandes subséquente sera établie pour une période initiale d'un (1) an à partir de sa date d'attribution et sera assortie de quatre (4) périodes optionnelles d'un (1) an chacune, en vue d'en prolonger la durée.

La GRC n'acceptera que les soumissions pour des projectiles fabriqués au Canada ou aux États-Unis d'Amérique.

Le soumissionnaire doit inscrire ses coûts dans la Base de paiement, à l'annexe B. Les lieux de livraison sont définis à l'appendice 1 de l'annexe B.

- 1.2.1 Les exceptions au titre de la sécurité nationale (ESN) prévues dans le cadre des accords commerciaux ayant été invoquées de la présente DOC; ce marché est exclu des obligations de tous les accords commerciaux.
- 1.2.2 La présente DOC permet aux offrants d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour présenter leur offre par voie électronique. Les offrants doivent consulter la partie 2 de la DOC (Instructions à l'intention des offrants) et sa partie 3 (Directives de préparation des offres) pour obtenir plus d'information sur l'utilisation de cette méthode.

1.3 Exigences relatives à la sécurité

La présente DOC ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de DOC. Les offrants doivent en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne. *Remarque : En raison des restrictions liées à la COVID-19, il est possible qu'un compte rendu en personne ne soit pas possible.*

1.5 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Consultez la section 7.15, Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE), pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de la présente demande de soumissions.

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements supplémentaires.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions déterminées dans la DOC par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2.1.1 Clauses du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat

La clause [2006](#) du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) [2019-03-04], Instructions uniformisées – demande d'offres à commandes – biens ou services – besoins concurrentiels, est incorporée par renvoi à la DOC et en fait partie intégrante.

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la DOC.

Remarque : Pour les offrants qui choisissent de soumissionner en utilisant Connexion postel à l'Unité de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale, l'adresse de courriel est la suivante :

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Aucune offre transmise directement à cette adresse de courriel ne sera acceptée. Cette adresse courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel que décrit dans les Instructions uniformisées [2006](#), ou pour envoyer des soumissions dans un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise son propre marché de licence pour Connexion postel.

En raison de la nature de l'offre à commandes, TPSGC n'acceptera pas les offres transmises par télécopieur.

2.3 Ancien fonctionnaire

[M3025T](#) (2020-05-04) Ancien fonctionnaire – concurrentiels – offre

Cette clause vise à identifier un soumissionnaire qui pourrait être un ancien fonctionnaire :

- a) aux fins d'approbation lorsque l'offrant retenu est un ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP);
- b) pour informer l'offrant retenu que les rapports de divulgation proactive publiés comprendront des renseignements indiquant si l'offrant retenu est un ancien fonctionnaire qui touche une pension en vertu de la LPFP.

La présentation de ces renseignements est une condition préalable à l'attribution d'une offre à commandes et non une exigence obligatoire aux fins d'évaluation.

Pour plus de renseignements, consulter les articles [3.90 Ancien fonctionnaire](#) et [7.65 Divulgaration proactive](#) du [Guide des approvisionnements](#).

2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins **sept** jours civils avant la date de clôture de la DOC. Il est possible qu'on ne réponde pas aux demandes de renseignements présentées après ce délai.

Les offrants devraient inscrire le plus exactement possible la clause numérotée de la DOC à laquelle se rapporte leur demande de renseignements. Ils devraient prendre soin d'expliquer chaque question en donnant suffisamment de détails pour permettre au Canada de fournir une réponse précise. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque élément visé. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Le Canada peut modifier les questions ou demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant d'une offre subséquente à l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario, Canada, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur gré, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadiens de leur choix, sans que la validité de leur offre soit remise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadiens indiqué et en insérant celui de la province ou du territoire canadiens de leur choix. Si aucun changement n'est apporté, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- a) Plusieurs mécanismes sont à la disposition des offrants potentiels pour contester certains aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du contrat.
- b) Le Canada encourage les soumissionnaires à porter en premier lieu leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Sous la rubrique « [Processus de contestation des offres et mécanismes de recours](#) » du site Web [Achats et ventes](#), on trouve de l'information sur des organismes potentiels de traitement des contestations comme :
 - le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - le Tribunal canadien du commerce extérieur
- c) Les offrants devraient prendre note que des **dates d'échéance strictes** sont fixées relativement aux contestations, et que les périodes varient selon l'organisme responsable des plaintes. Les offrants devraient donc agir rapidement lorsqu'ils veulent contester un aspect quelconque du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – DIRECTIVES DE PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Directives de préparation des offres

Si l'offrant choisit d'envoyer son offre par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées [2006](#). Le système Connexion postal a une limite de 1 Go par message affiché et une limite de 20 Go par conversation. L'offre doit être présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Offre technique
Section II : Offre financière
Section III : Attestations
Section IV : Renseignements supplémentaires

Si l'offrant choisit de transmettre son offre sur papier, le Canada demande que l'offre soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Offre technique (deux copies papier et *une copie électronique sur clé USB*).
Section II : Offre financière (deux copies papier et *une copie électronique sur CD*).
Section III : Attestations (deux copies papier et *une copie électronique sur clé USB*).
Section IV : Renseignements supplémentaires (deux copies papier et *une copie électronique sur clé USB*).

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et celui de la copie papier, le libellé de la copie papier aura préséance.

Si l'offrant fournit simultanément des copies de son offre en utilisant plusieurs moyens de livraison acceptables, et s'il y a un écart entre le libellé de l'une de ces copies et la copie électronique fournie par le service Connexion postal, le libellé de la copie électronique fournie par le service Connexion postal aura préséance.

En raison du caractère de la DOC, les offres transmises par télécopieur ne seront pas acceptées.

Les prix doivent figurer seulement dans l'offre financière. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur offre en format papier :

- a. utiliser du papier de 8,5 po sur 11 po (216 mm sur 279 mm);
- b. utiliser une numérotation qui correspond à la DOC.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent :

- a. utiliser du papier de 8,5 po sur 11 po (216 mm sur 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- b. présenter le document dans un format qui respecte l'environnement, notamment une impression en noir et blanc plutôt qu'en couleur, une impression recto verso ou à double

face, des agrafes ou des trombones plutôt qu'une reliure Cerlox, une reliure à attaches ou une reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe A – Besoin.

3.1.1 Paiement électronique des factures – offre

Si vous êtes disposé à accepter les paiements de factures effectués à l'aide des instruments de paiement électronique, remplissez l'annexe E, Instruments de paiement électronique, pour indiquer lesquels sont acceptés.

Si l'annexe E, Instruments de paiement électronique, n'est pas remplie, on considérera que les instruments de paiement électronique ne sont pas acceptés pour le paiement des factures.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

[C3011T](#) (2013-11-06) Fluctuation du taux de change (le cas échéant)

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a. Les offres seront évaluées en regard de l'ensemble des exigences de la demande d'offres à commandes, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b. Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada sera chargée d'évaluer les offres.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les critères techniques obligatoires figurent à l'annexe C. Les procédures d'essai de qualification et les critères d'essai figurent à l'annexe D.

4.1.1.2 Critères techniques cotés

Sans objet

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Clauses du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat

Clause [M0222T](#) du *Guide des CCUA* (2016-01-28), Évaluation du prix – soumissionnaires établis au Canada et à l'étranger

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Clause [M0069T](#) du Guide des CCUA (2007-05-25) – Méthode de sélection

Pour être jugée recevable, une offre doit satisfaire aux besoins énoncés dans l'appel d'offres à commandes. Voir l'annexe C – Évaluation et sélection.

Critères financiers Obligatoires

L'offrant doit proposer des prix unitaires fermes en dollars canadiens à l'annexe B, excluant les taxes applicables, rendu droits acquittés (destination indiquée à l'appendice 1 de l'annexe B) selon les Incoterms 2000, frais de transport inclus, droits de douane et taxes d'accise compris.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Pour qu'une offre à commandes leur soit attribuée, les offrants doivent fournir les attestations et les autres renseignements exigés.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent être vérifiées à tout moment par ce dernier. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre une offre à commandes de côté ou disqualifiera un entrepreneur si l'une ou l'autre des attestations présentées par l'offrant comprend de fausses déclarations, faites sciemment ou non, pendant la période d'évaluation des offres, après la période de l'offre à commandes ou pendant la période du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. Le défaut de répondre et de collaborer à toute demande ou exigence du responsable des offres à commandes peut rendre l'offre irrecevable, entraîner l'annulation de l'offre à commandes ou être considéré comme un manquement au contrat.

5.1 Attestations à joindre à l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre – voir l'annexe G.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux Dispositions relatives à l'intégrité des Instructions uniformisées, tous les offrants doivent fournir avec leur proposition, le **cas échéant**, le formulaire de déclaration se trouvant sur le site Web « [Intégrité – Formulaire de déclaration](https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) » (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur proposition soit prise en compte dans le cadre du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestations additionnelles exigées avec l'offre

5.1.2.1 Attestation du contenu canadien

Sans objet

5.1.2.2 Marchés réservés aux entreprises autochtones

Sans objet

5.2 Attestations préalables à l'attribution d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être présentés avec l'offre, mais il est possible de les présenter après. Si ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas présentés selon les exigences, le responsable des offres à commandes indiquera à l'offrant le délai dont celui-ci dispose pour fournir ces renseignements. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la section intitulée Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit fournir la documentation requise, selon le cas, pour que son offre passe à l'étape suivante du processus.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation des offres à commandes

En présentant une soumission, l'offrant atteste que ni lui ni un membre de la coentreprise, si l'offrant est une coentreprise, ne sont nommés dans la Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux qui figure au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada consacré au Programme du travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou d'annuler une offre à commandes si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la Liste d'admissibilité limitée à soumissionner le Programme de contrats fédéraux au moment de l'attribution d'une offre à commandes ou pendant la période de l'offre à commandes.

Le Canada aura aussi le droit de résilier la commande subséquente pour manquement si l'entrepreneur ou, le cas échéant, tout membre de la coentreprise figure sur la « [Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux](#) » pendant la durée du contrat.

L'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, dûment remplie, avant l'attribution d'une offre à commandes. Si l'offrant est une coentreprise, il doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation », dûment remplie, pour chaque membre de la coentreprise.

Solicitation No. - N° de l'invitation

M7594-196874/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

M7594-196874

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

382bk.M7594-196874

Buyer ID - Id de l'acheteur

382bk

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

La présente demande de soumissions ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

7.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe A.

7.2 Exigences relatives à la sécurité

La présente demande de soumissions ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions auxquelles il est fait référence dans l'offre à commandes et les contrats subséquents au moyen d'un numéro, d'une date et d'un titre sont reproduites dans le [Guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par TPSGC.

7.3.1 Conditions générales

Le document [2005](#) (2019-03-04), Conditions générales – offres à commandes – biens ou services, s'applique à la présente offre à commandes et en fait partie intégrante.

7.3.2 Offre à commandes – Établissement de rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen de cartes d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à [l'annexe G, Standing Offer Reporting \(Rapport sur l'offre à commandes\)](#). Si certaines données ne sont pas disponibles, il faut expliquer pourquoi dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées chaque trimestre au responsable de l'offre à commandes.

Les périodes de déclaration trimestrielles sont les suivantes :

- premier trimestre : 1^{er} avril au 30 juin;
- deuxième trimestre : 1^{er} juillet au 30 septembre;
- troisième trimestre : 1^{er} octobre au 31 décembre;
- quatrième trimestre : 1^{er} janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Un (1) an plus quatre (4) périodes supplémentaires d'un (1) an. En tout, 12 000 unités par an = 60 000 unités au total.

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées et les services être rendus du _____ au _____ inclusivement – cinq ans. (À remplir au moment de l'attribution de l'offre à commandes.)

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Sans objet

7.4.3 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)

L'offre à commandes (OC) vise à combler le besoin décrit aux termes de l'offre à commandes aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, sauf dans les zones visées par des ERTG au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec et au Labrador. Les exigences relatives aux produits à livrer dans les zones visées par des ERTG au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec et au Labrador devront faire l'objet de contrats distincts, attribués indépendamment de l'offre à commandes.

7.4.4 Points de livraison

La prestation des services en réponse aux besoins se fera aux points de livraison précisés dans l'appendice 1 de l'annexe B de l'offre à commandes.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : John Fisher

Titre : Agent des achats

Direction : Direction de l'acquisition des systèmes de munitions et des systèmes électroniques et tactiques – BM/BK

Direction générale des approvisionnements

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Adresse : 11, rue Laurier, Gatineau (Québec) Canada

Téléphone : 613-402-8674

Courriel : john.fisher@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur identifié.

7.5.2 Responsable technique (à déterminer au moment de l'établissement de l'offre à commandes)

La responsable technique de l'offre à commandes est :

Nom :

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-196874/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-196874

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier
382bk.M7594-196874

Buyer ID - Id de l'acheteur
382bk
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Téléphone : _____ - _____ - _____
Télécopieur : _____ - _____ - _____
Courriel : _____

7.5.3 Responsable des demandes d'achat (à déterminer au moment de l'établissement de l'offre à commandes)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____ - _____ - _____
Télécopieur : _____ - _____ - _____
Courriel : _____

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est déterminé dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.4 Représentant de l'offrant – à remplir par le soumissionnaire

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____ - _____ - _____
Télécopieur : _____ - _____ - _____
Courriel : _____

7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

Sans objet

7.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :
(à déterminer au moment de l'établissement de l'offre à commandes)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____ - _____ - _____
Télécopieur : _____ - _____ - _____
Courriel : _____

7.8 Procédures pour les commandes subséquentes

Une commande subséquente est émise et l'entrepreneur sélectionné traite la commande, comme il est défini dans la commande subséquente.

7.9 Instrument de commande subséquente

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 et 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du gouvernement du Canada (Visa ou MasterCard), pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent être émises par des représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Tous les formulaires suivants peuvent être utilisés et se trouvent sur le site Web [du Catalogue des formulaires de TPSGC](#) :
 - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
 - PWGSC-TPSGC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes – livraison multiple
 - PWGSC -TPSGC 944 Call-up Against Multiple Standing Offers (version anglaise)
 - PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

7.10 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à la présente offre à commandes ne doivent pas dépasser 400 000 \$ (taxes applicables incluses).

7.11 Limite financière

Le coût total pour le Canada des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de \$ (à insérer au moment de l'établissement de l'offre à commande – CA) [taxes applicables incluses] à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. De plus, l'offrant ne doit pas exécuter des travaux ou fournir des services ou des articles à la réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada, à un montant supérieur au montant précité, sauf si cette augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser la responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 % de ce montant est engagé, ou quatre mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon le premier des deux cas à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en informer aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

7.12 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document indiqué en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste :

- a. la commande subséquente à l'offre à commandes, y compris les annexes.
- b. les articles de l'offre à commandes;

- c. les conditions générales [2005](#) (21-06-2017), Conditions générales – offres à commandes – biens ou services;
- d. les conditions générales [2006](#) (2019-03-04), Instructions uniformisées – demande d'offres à commandes – biens ou services – besoins concurrentiels;
- e. l'annexe A, Énoncé des besoins;
- f. l'annexe B, Base de paiement (*le cas échéant*);
- g. l'offre de l'offrant datée du (à déterminer à l'attribution du contrat).

7.13 Attestations et renseignements supplémentaires

7.13.1 Conformité

À moins d'indications contraires, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'offre à commandes et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'offre à commandes.

7.13.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Annulation

L'offrant comprend et convient que l'entente de mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi conclue avec le Programme du travail d'EDSC doit demeurer valide pendant toute la durée de l'offre à commandes. Si cet accord devient invalide, le nom de l'offrant sera ajouté à la « [Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux](#) ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC peut entraîner l'annulation de l'offre à commandes.

7.13.3 Clauses du *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*

Sans objet

7.14 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant d'une offre subséquente à l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario, Canada, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.15 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut passer à une SAE pour le traitement et la gestion plus efficaces de commandes individuelles subséquentes d'une partie ou de la totalité des biens et services visés par l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de donner à l'offrant un préavis d'au moins trois mois pour lui permettre de prendre toute mesure nécessaire à l'intégration de l'offre dans la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant choisit de ne pas fournir ses biens et services au moyen de la SAE, l'offre à commandes peut être mise de côté par le Canada.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat découlant d'une commande subséquente à l'offre à commandes et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé des besoins

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

Le document 2010A (2020-05-28), Conditions générales – Biens (complexité moyenne) s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

Sans objet

7.2.3 Clauses du *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*

Sans objet

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

Un (1) an plus quatre (4) périodes supplémentaires d'un (1) an. En tout, 12 000 unités par an = 60 000 unités au total.

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées et les services être rendus du _____ au _____ inclusivement – cinq ans. (À remplir au moment de l'établissement de l'offre à commandes.)

7.3.2 Date de livraison

La livraison doit se faire conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

Sans objet

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

Voir l'annexe B – Base de paiement

7.5.2 Limite de prix

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.5.3 Méthode de paiement

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsqu'il aura répondu aux besoins conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé dans le cadre du contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues du contrat;
- b. le Canada a vérifié tous ces documents;
- c. l'exécution de l'exigence a été acceptée par le Canada.

7.5.4 Clauses du *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*

7.5.5 Paiement électronique des factures – Commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé par les modes de paiement électronique suivants : Instructions à l'intention des soumissionnaires – utilisez l'annexe E pour sélectionner le mode de paiement souhaité (**à mettre à jour au moment de l'établissement de l'offre à commandes**).

- a. Carte d'achat Visa;
- b. Carte d'achat MasterCard;
- c. Dépôt direct (national et international);
- d. Échange électronique de données (EDI);
- e. Virement télégraphique (international seulement);
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV) [plus de 25 M\$].

7.6 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à la section des conditions générales intitulée « Présentation des factures ». Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les besoins sur la facture aient été remplis.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a) l'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse indiquée à la page 1 de la commande subséquente, aux fins d'attestation et de paiement;
 - b) une (1) copie doit être envoyée à l'autorité contractante indiquée dans la section « Responsables » du contrat;
 - c) une (1) copie doit être envoyée au destinataire.

7.7 Assurances

L'entrepreneur doit décider si une assurance est nécessaire pour remplir ses obligations aux termes du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité aux termes du contrat ni ne la diminue.

7.8 Clauses du *Guide des CCUA*

A9131C – Programme des marchandises contrôlées – Marchés

- a. Étant donné que le contrat nécessite la production de marchandises contrôlées ou l'accès à des marchandises contrôlées qui sont visées par la *Loi sur la production de défense*, L.R.,

1985, ch. D-1, l'entrepreneur et tout sous-traitant sont avisés que, au Canada, seules les personnes inscrites, exemptées ou exclues en vertu du Programme des marchandises contrôlées (PMC) sont légalement autorisées à examiner, à posséder ou à transférer des marchandises contrôlées. On trouvera des précisions sur la façon de s'inscrire au PMC auprès du Programme des marchandises contrôlées.

- b. Lorsque l'entrepreneur et tout sous-traitant proposé pour l'examen, la possession ou le transfert de marchandises contrôlées ne sont pas inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC au moment de l'attribution du contrat, ils devront, dans les sept (7) jours ouvrables suivant la réception d'un avis écrit d'attribution du contrat, soumettre la ou les demandes d'inscription ou d'exemption requises au PMC. Aucun examen, aucune possession ou aucun transfert de marchandises contrôlées ne doit être effectué avant que l'entrepreneur n'ait prouvé, à la satisfaction de l'autorité contractante, que l'entrepreneur et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC.
- Le défaut de la part de l'entrepreneur de prouver, à la satisfaction de l'autorité contractante, que l'entrepreneur et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC dans les trente (30) jours suivant la réception d'un avis écrit d'attribution du contrat, sera considéré comme un manquement en vertu du contrat, sauf si le Canada est responsable de cette situation à cause d'un retard dans le traitement de la demande.
- c. L'entrepreneur et tout sous-traitant doivent maintenir en vigueur leur inscription, leur exemption ou leur exclusion relative au PMC pendant la durée du contrat et, dans tous les cas, aussi longtemps qu'ils examineront, posséderont ou transféreront des marchandises contrôlées.

7.9 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

L'entrepreneur comprend et convient que, lorsqu'il conclut une entente pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, cette entente doit demeurer valide pendant toute la durée du contrat. Si cette entente devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la « [liste des soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC sera considérée comme un manquement de l'entrepreneur aux modalités du contrat.

7.10 Clause **B7500C (2006-06-16) du *Guide des CCUA*, Marchandises excédentaires**

La quantité de marchandises que l'entrepreneur doit livrer est précisée dans le contrat. L'entrepreneur demeure responsable des marchandises excédentaires livrées, peu importe si ces marchandises ont été livrées volontairement ou suite à une erreur de la part de l'entrepreneur. Le gouvernement du Canada ne fera aucun paiement à l'entrepreneur pour des marchandises excédentaires livrées. Le gouvernement du Canada ne retournera pas ces marchandises à l'entrepreneur, sauf si ce dernier accepte de payer tous les coûts liés à leur retour, y compris, sans toutefois s'y limiter, les coûts administratifs, d'expédition et de manutention. Le gouvernement du Canada se réserve le droit de déduire ces coûts de toute facture présentée par l'entrepreneur.

ANNEXE A - BESOIN

1.0 BESOIN

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) a besoin de la fourniture de projectiles à impact contondant à létalité réduite de 40 x 46 mm (projectiles à pointe en mousse), pour couvrir une courte distance, pendant les opérations.

Les projectiles à impact contondant à létalité réduite de 40 x 46 mm (projectiles à pointe en mousse) doivent être conçus pour être tirés à partir d'un dispositif de lancement à chargement latéral de 40 x 46 mm à longueur de canon de 280 à 300 mm, comportant 6 cloisons et rayures, avec une torsion à droite de 1:1200 mm, et équipé d'un dispositif optique à point rouge.

La quantité totale sera d'environ 60 000 projectiles, soit 12 000 projectiles par année, un (1) an plus quatre (4) périodes supplémentaires d'un (1) an. Les projectiles seront distribués à divers endroits.

2.0 SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

2.1 Projectiles à impact contondant à létalité réduite de 40 x 46 mm à courte portée (projectiles à pointe en mousse, opérationnels)

Ce projectile à impact contondant doit être conforme à chacune des spécifications suivantes :

- a) Être conçu pour une utilisation sécuritaire à une distance minimale de 5 m;
- b) Être composé d'un corps en plastique et d'une pointe en mousse, avec stabilisation par rotation;
- c) Être muni d'un bourrelet intégré ou distinct qui sera marqué par les rayures et qui ne sera pas arraché ou ne subira pas de perte de contact avec les rayures;
- d) Selon son poids moyen, le projectile doit avoir la vitesse nominale moyenne suivante lorsqu'il est tiré à l'aide d'un dispositif de lancement à longueur de canon de 280 à 300 mm :
 - i. Si le poids moyen du projectile est de 30 g (± 10 g), la vitesse nominale moyenne ne doit pas dépasser 325 pi/s (± 35 pi/s);
 - ii. Si le poids moyen du projectile est de 60 g (± 10 g), la vitesse nominale moyenne ne doit pas dépasser 250 pi/s (± 35 pi/s);
- e) Frapper la cible, pointe première, sans fragmentation à des températures de -40 °C, 21 °C et 54 °C, tout en permettant un tir groupé de cinq (5) projectiles sur une aire en moyenne inférieure à 20 cm, à une distance de 25 m, l'aire étant mesurée de centre à centre des impacts les plus éloignés les uns des autres;
- f) Avoir un poids moyen de 30 g (± 10 g) ou un poids moyen de 60 g (± 10 g);
- g) Comprendre une amorce à styphnate de plomb standard traitée et scellée;
- h) Utiliser un agent propulsif agent propulsif à combustion sans résidus qui ne crée pas de d'encrassement excessif, produit peu de fumée et présente un point éclair bas.

3.0 DONNÉES D'ESSAIS ET CERTIFICAT DE CONFORMITÉ

3.1 L'entrepreneur doit soumettre au responsable technique, sur demande, toutes les données d'essai ou les documents du fabricant et de tiers indépendants concernant l'analyse du traumatisme contondant du projectile. Plus précisément, ces données d'essais doivent porter sur des traumatismes humains.

3.2 L'entrepreneur doit soumettre au responsable technique, sur demande, un certificat de conformité.

Solicitation No. - N° de l'invitation

M7594-196874/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

M7594-196874

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

382bk.M7594-196874

Buyer ID - Id de l'acheteur

382bk

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Le certificat de conformité doit certifier que les projectiles ont été testés par une installation d'essai indépendante certifiée et qu'ils répondent aux spécifications de rendement du fabricant, telles que fournies par l'entrepreneur dans son offre. Chaque certificat de conformité doit être préparé et signé par un représentant de l'installation d'essai indépendante certifiée, sur du papier à en-tête officiel de l'installation.

L'information fournie par le certificat de conformité ainsi que la certification de l'installation d'essai indépendante pourront faire l'objet d'une vérification par le responsable technique.

ANNEXE B – BASE DE PAIEMENT

Les instructions concernant le nombre d'unités et le lieu de livraison seront fournies dans toute commande subséquente.

L'offrant recevra le montant du ou des prix unitaires fermes en dollars canadiens, Incoterms 2010, frais de transport inclus. Les taxes applicables sont en sus. *Le soumissionnaire doit inscrire ses prix dans les tableaux ci-dessous.*

Évaluation financière = coût le plus bas de la somme du prix calculé des 5 années

c.-à-d. la somme des prix calculés (année 1 + année d'option 1 + année d'option 2 + année d'option 3 + année d'option 4)

Les lieux de livraison sont décrits à l'appendice 1 de l'annexe B.

Année 1

Destinataire	M0634 D-1	M1084 D-2	M1570 D-3	M2000 D-4	M8525 D-5	M2607 D-6	M3327 D-7	M400 D-8	M4500 D-9	M5287 D-10	M8026 D-11	M6579 D-12	M8529 D-13	Prix calculé total (somme de toutes les divisions, taxes en sus)
Prix de l'offre en fonction d'un seul projectile en \$CAN (taxes en sus)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

Année d'option 1

Destinataire	M0634 D-1	M1084 D-2	M1570 D-3	M2000 D-4	M8525 D-5	M2607 D-6	M3327 D-7	M400 D-8	M4500 D-9	M5287 D-10	M8026 D-11	M6579 D-12	M8529 D-13	Prix calculé total (somme de toutes les divisions, taxes en sus)
Prix de l'offre en fonction d'un seul projectile en	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-196874/A
N° de réf. du client – Client Ref. No.
M7594-196874

Amd. No. - N° de la modif.
382bk
N° du dossier – File No.
382bk.M7594-196874

Buyer ID - Id de l'acheteur
382bk
CCC No./N° CCC – FMS No./N° VME

\$CAN (taxes en sus)																	
----------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Année d'option 2

Destinataire	M0634 D-1	M1084 D-2	M1570 D-3	M2000 D-4	M8525 D-5	M2607 D-6	M3327 D-7	M400 D-8	M4500 D-9	M5287 D-10	M8026 D-11	M6579 D-12	M8529 D-13	Prix calculé total (somme de toutes les divisions, taxes en sus)
Prix de l'offre en fonction d'un seul projectile en \$CAN (taxes en sus)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

Année d'option 3

Destinataire	M0634 D-1	M1084 D-2	M1570 D-3	M2000 D-4	M8525 D-5	M2607 D-6	M3327 D-7	M400 D-8	M4500 D-9	M5287 D-10	M8026 D-11	M6579 D-12	M8529 D-13	Prix calculé total (somme de toutes les divisions, taxes en sus)
Prix de l'offre en fonction d'un seul projectile en \$CAN (taxes en sus)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-196874/A
N° de réf. du client – Client Ref. No.
M7594-196874

Amd. No. - N° de la modif.
382bk
N° du dossier – File No.
382bk.M7594-196874

Buyer ID - Id de l'acheteur
382bk
CCC No./N° CCC – FMS No./N° VME

Année d'option 4

Destinataire	M0634 D-1	M1084 D-2	M1570 D-3	M2000 D-4	M8525 D-5	M2607 D-6	M3327 D-7	M400 D-8	M4500 D-9	M5287 D-10	M8026 D-11	M6579 D-12	M8529 D-13	Prix calculé total (somme de toutes les divisions, taxes en sus)
Prix de l'offre en fonction d'un seul projectile en \$CAN (taxes en sus)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

Appendice 1 de l'annexe B – Adresses de livraison et de facturation)

Le tableau suivant indique les lieux de livraison et les adresses de facturation

Code de consignataire	Adresse de destination	Code de facturation	Adresse de facturation
M0634 D-1	Gendarmerie royale du Canada; Magasins de la Division nationale 1426, boulevard Saint-Joseph, pièce 1550 Arrêt postal n° 164 Ottawa (Ontario) K1A 0R2 À l'attention de Carole Lussier (613) 991-9238	I-1	Même que l'adresse de livraison Courriel : Stores_NatDiv@rcmp-grc.gc.ca
M1084 D-2	Gendarmerie royale du Canada; Magasins de la Division B 100, chemin East White Hills St. John's (Terre-Neuve) A1A 5J7 À l'attention de : Quintin Yelich 709-772-4865	I-2	Gendarmerie royale du Canada; Approvisionnement et passation de contrats 80, rue Garland Arrêt postal H-066 Dartmouth (N.-É.) B3B 0J8 Courriel : sandra.bremner@rcmp-grc.gc.ca
M1570 D-3	Gendarmerie royale du Canada; Magasins de la Division C 4225, boulevard Dorchester Ouest Westmount (Québec) H3Z 1V5 À l'attention de : Elie El Khouri 514-939-8401	I-3	Même que l'adresse de livraison Courriel : elie.elkhouri@rcmp-grc.gc.ca
M2000 D-4	Gendarmerie royale du Canada; Magasins des divisions « D » et « V » À l'attention de : Gestionnaire des achats en vrac 1091, avenue Portage Winnipeg, Man. R3G 0S6 À l'attention de : Jessica Kletke 431-489-8050	I-4	Même que l'adresse de livraison Courriel : jessica.l.kletke@rcmp-grc.gc.ca
M8525 D-5	Gendarmerie royale du Canada Magasins de la Division Dépôt École de la GRC 5600, 11 ^e avenue, IMMEUBLE C Regina (Sask.) S4P 3J7 À l'attention de : Donna Kadash 639-625-4246	I-5	Même que l'adresse de livraison Courriel : RCMP.DepotStores- DepotMagasins.GRC@rcmp-grc.gc.ca
M2607 D-6	Gendarmerie royale du Canada; Magasins de la Division E 1151-45101, rue Caen Chilliwack (Colombie- Britannique) V2R 0N3 À l'attention de : Dale Hobday (604) 703-2508	I-6	Même que l'adresse de livraison Courriel : dale.hobday@rcmp-grc.gc.ca
M3327 D-7	Gendarmerie royale du Canada; Services des magasins de la Division F École de la GRC 5600, 11 ^e Avenue, immeuble C	I-7	Même que l'adresse de livraison Courriel : RCMP.DepotStores- DepotMagasins.GRC@rcmp-grc.gc.ca

Code de consignataire	Adresse de destination	Code de facturation	Adresse de facturation
	Regina (Sask.) S4P 3J7 À l'attention de : Donna Kadash 639-625-4246		
M4000 D-8	Gendarmerie royale du Canada; Magasins des divisions H et L 80, rue Garland Dartmouth (N.-É.) B3B 0J8 À l'attention de : Nick Doiron 902-720-5111 Pour arranger la livraison	I-8	Gendarmerie royale du Canada; Approvisionnement et passation de contrats 80, rue Garland Arrêt postal H-066 Dartmouth (N.-É.) B3B 0J8 Courriel : ATL_Procurement@rcmp-grc.gc.ca
M4500 D-9	Gendarmerie royale du Canada; Magasins de la Division J 1445, rue Regent Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 4Z8 À l'attention de : Marc-Antoine Demers 506-451-6057	I-9	Gendarmerie royale du Canada; Approvisionnement et gestion du matériel 80, avenue Garland Arrêt postal H-066 Dartmouth (Nouvelle-Écosse) B3B 0J8 Courriel : ATL_Procurement@rcmp-grc.gc.ca
M5287 D-10	Gendarmerie royale du Canada; Magasins des Divisions « K » et « G » À l'attention de : Agent de la logistique 11140, 109 ^e Rue N.-O. Edmonton (Alb.) T5G 2T4 À l'attention de : Don Mills 780-412-5365	I-10	Même que l'adresse de livraison Courriel : RCMP.K-GStores-K-Gmagasin.GRC@rcmp-grc.gc.ca
M8026 D-11	Gendarmerie royale du Canada; Magasins de la Division « M » 4100, 4 ^e Avenue Whitehorse (Yukon) Y1A 1H5 À l'attention de : Cathie Johnson 867-667-5557	I-11	Même que l'adresse de livraison Courriel : Catherine.Johnson@rcmp-grc.gc.ca
M6579 D-12	Gendarmerie royale du Canada; Unité de formation de la Division « O » 422, route Lake, unité 1 Bowmanville (Ontario) L1C 4P8 À l'attention de : Steve Daize 905-439-2756 *** OBLIGATOIRE : PRÉAVIS DE 48 H EXIGÉ POUR LES LIVRAISONS	I-12	Gendarmerie royale du Canada; C.P. 3240, succursale B 130, avenue Dufferin London (Ontario) N6A 4K3 Courriel : Stores_ODIV@rcmp-grc.gc.ca
M8529 D-13	Gendarmerie royale du Canada; Section de l'armurerie de la GRC 6101, avenue Dewdney Ouest Regina (Sask.) S4P 3J7 À l'attention de : Glen Cross 639-625-3624	I-13	Même que l'adresse de livraison Courriel : glen.cross@rcmp-grc.gc.ca

ANNEXE C – Évaluation et sélection

- 1.1** L'évaluation se fera en deux (2) phases. La phase 1 consistera en une évaluation des documents soumis par l'offrant, en fonction des critères techniques obligatoires de la phase 1 énoncés plus bas dans les tableaux connexes relatifs à la phase 1. La phase 2 consistera en une série d'essais physiques, en fonction des critères techniques obligatoires de la phase 2 énoncés plus bas dans les tableaux connexes relatifs à la phase 2.
- 1.2** Pour le projectile à impact contondant à faible vitesse à pointe en mousse que l'offrant propose de fournir, l'offrant doit soumettre tous les documents requis pour prouver la conformité avec les critères techniques obligatoires de la phase 1 énoncés plus bas.
- 1.3** Pour le projectile à impact contondant à faible vitesse à pointe en mousse que l'offrant propose de fournir, l'offrant doit soumettre avec son offre des échantillons du ou des projectiles proposés, lesquels seront soumis à des essais en conformité avec les critères techniques obligatoires de la phase 2 énoncés plus bas. L'offrant doit inclure 100 projectiles avec sa proposition.
- 1.4** La phase 1 sera évaluée en entier. À la fin de la phase 1, seules les offres qui satisferont à chacun des critères techniques obligatoires de la phase 1 seront retenues pour l'évaluation de la phase 2. Si une offre ne répond pas à l'un ou l'autre des critères techniques obligatoires applicables de la phase 1, elle sera déclarée non recevable et sera rejetée.
- 1.5** La phase 2 sera évaluée en entier. À la fin de la phase 2, seules les offres qui satisferont à chacun des critères techniques obligatoires de la phase 2 seront retenues pour l'évaluation financière. Si une offre ne répond pas à l'un ou l'autre des critères techniques obligatoires applicables de la phase 2, elle sera déclarée non recevable et sera rejetée.
- 1.6** Tous les échantillons soumis pour la phase 2 demeureront la propriété du Canada.
- 1.7** Le Canada se réserve le droit de vérifier tous les renseignements fournis par l'offrant.

EXIGENCES OBLIGATOIRES – Phase 1 :

	Phase 1 : Critères techniques obligatoires (TO)	Renvoi à l'énoncé des besoins
TO1	L'offrant doit fournir une copie des spécifications de rendement du fabricant ou des documents démontrant que le projectile proposé répond à toutes les spécifications techniques de l'article 2.1.	2.0 et 3.0
TO2	L'offrant doit fournir un certificat de conformité d'une installation d'essai indépendante certifiée qui atteste que le projectile proposé respecte les spécifications de rendement du fabricant soumises au point TO1, ci-dessus. Ce certificat doit être préparé et signé par un représentant de l'installation d'essai indépendante certifiée, sur du papier à en-tête officiel de l'installation.	3.2
TO3	L'offrant doit fournir des données d'essai ou des documents du fabricant du projectile proposé et de tiers indépendants concernant l'analyse du traumatisme contondant et les traumatismes humains.	3.2
TO4	L'offrant doit démontrer que le projectile proposé est conçu pour une utilisation sécuritaire à une distance minimale de 5 m.	2.1 a
TO5	L'offrant doit démontrer que le projectile proposé est stabilisé par rotation.	2.1 b
TO6	L'offrant doit fournir des données de pression afin de démontrer qu'il est sécuritaire d'utiliser le projectile dans un dispositif de lancement Heckler et Koch 269 (HK269) à chargement latéral de 40 x 46 mm à longueur de canon de 280 à 300 mm, comportant 6 cloisons et rayures, avec une torsion à droite de 1:1200 mm, et équipé d'un dispositif optique à point rouge.	2.1 d
TO7	L'offrant doit démontrer qu'une amorce à styphnate de plomb standard traitée et scellée a été utilisée.	3g

EXIGENCES OBLIGATOIRES – Phase 2 :

Pour administrer la phase 2 des essais des projectiles selon les points TO8, TO9 et TO10 ci-dessous, chaque projectile doit être tiré avec un dispositif de lancement Heckler et Koch 269 (HK269) à chargement latéral de 40 x 46 mm à longueur de canon de 280 à 300 mm, comportant 6 cloisons et rayures, avec une torsion à droite de 1:1200 mm, et équipé d'un dispositif optique à point rouge.

	Phase 2 : Critères techniques obligatoires (TO)	Méthodologie d'essai
TO8	Le projectile proposé doit être composé d'un corps en plastique et d'une pointe en mousse.	Les projectiles feront l'objet d'une inspection visuelle.
TO9	Le projectile doit utiliser un agent propulsif à combustion sans résidus qui ne crée pas de d'encrassement excessif, produit peu de fumée et présente un point éclair bas.	Après exécution de la méthodologie d'essai indiquée pour le point MT13, le canon du dispositif de lancement Heckler and Koch model 269 utilisé sera inspecté afin de vérifier un encrassement excessif.
TO10	Le poids moyen d'un (1) projectile doit être de 30 g (± 10 g) ou de 60 g (± 10).	Dix (10) projectiles seront pesés individuellement. Les poids seront additionnés ensemble puis divisés par dix (10) pour obtenir le poids moyen.
TO11	Le projectile proposé doit être muni d'un bourrelet intégré ou distinct qui sera marqué par les rayures et qui ne s'arrachera. Le bourrelet doit demeurer en contact avec les rayures.	Un (1) projectile sera tiré à l'aide d'un HK269, puis inspecté visuellement.
TO12	<p>Selon le poids moyen du projectile, tel que déterminé au point TO7 ci-dessus, le projectile proposé doit être conforme à l'un des énoncés suivants :</p> <p>a) Si le poids moyen du projectile est de 30 g (± 10 g), la vitesse nominale moyenne ne doit pas dépasser 325 pi/s (± 35 pi/s) lorsqu'il est tiré à l'aide d'un dispositif de lancement à longueur de canon de 280 à 300 mm;</p> <p>b) Si le poids moyen du projectile est de 60 g (± 10 g), la vitesse nominale moyenne ne doit pas dépasser 250 pi/s (± 35 pi/s) lorsqu'il est tiré à l'aide d'un dispositif de lancement à longueur de canon de 280 à 300 mm.</p>	<p>Dix (10) projectiles seront tirés à l'aide d'un HK269 et soumis à des essais à l'aide d'instruments balistiques Oehler Research Inc. En raison des vitesses subsoniques, le radar Doppler peut être utilisé comme méthode secondaire pour mesurer la vitesse nominale.</p> <p>Les vitesses nominales des projectiles seront additionnées puis divisées par dix (10) pour obtenir la vitesse nominale moyenne.</p>

	Phase 2 : Critères techniques obligatoires (TO)	Méthodologie d'essai
TO13	<p>Frapper la cible, pointe première, sans fragmentation à des températures de -40 °C, 21 °C et 54 °C, tout en permettant un tir groupé de cinq (5) projectiles sur une aire en moyenne inférieure à 20 cm, à une distance de 25 m, l'aire étant mesurée de centre à centre des impacts les plus éloignés les uns des autres.</p>	<p>Un total de vingt-cinq (25) projectiles seront conditionnés à chacune des températures suivantes : -40 °C, 21 °C et 54 °C, pour une période de quatre (4) heures.</p> <p>Cinq (5) tir groupés de cinq (5) projectiles (pour un total de vingt-cinq (25) projectiles qui ont été conditionnés à chacune des trois (3) températures seront tirés à une distance de vingt-cinq (25) mètres à l'aide d'un HK269.</p> <p>Le tir groupé pour chaque groupe de cinq (5) coups sera mesuré. Les mesures seront additionnées ensemble et divisées par cinq (5) pour obtenir le tir groupé moyen.</p> <p>Chaque ensemble de tirs groupés de vingt-cinq (25) projectiles, qui ont été conditionnés à chacune des trois (3) températures, doit respecter la valeur de tir groupé moyen obligatoire de 20 cm.</p> <p>Avant de tester chaque projectile proposé par l'offrant, il faut bien nettoyer le dispositif de lancement et retirer tout encrassement. Une fois que la séquence d'essai commence, le dispositif de lancement ne sera pas nettoyé, afin de valider si l'encrassement a une incidence sur la performance du projectile.</p>

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-196874/A
N° de réf. du client – Client Ref. No.
M7594-196874

Amd. No. - N° de la modif.
N° du dossier – File No.
382bk.M7594-196874

Buyer ID - Id de l'acheteur
382bk
CCC No./N° CCC – FMS No./N° VME

ANNEXE D – ASSURANCE DE LA QUALITÉ

1.0 40 x 46 mm – Exigences d'assurance de la qualité pour projectiles à impact contondant à létalité réduite

EXPÉDITION

Ces projectiles doivent être conservés aux installations du soumissionnaire retenu jusqu'à la fin des essais d'assurance de la qualité par la GRC et jusqu'à ce que l'entrepreneur soit informé de leur acceptabilité.

ESSAI D'ASSURANCE DE LA QUALITÉ

Les échantillons d'essai d'assurance de la qualité doivent être expédiés à l'adresse suivante :

Section de l'armurerie de la Région de la capitale nationale (RCN) de la GRC
1426, boul. St. Joseph, immeuble 408
Arrêt postal n° 84
Ottawa (Ontario) K1C 7K9

À L'ATTENTION DE : ARMURIER PRINCIPAL DE LA GRC (RCMP SENIOR ARMOURER)

Le nombre de projectiles soumis à des essais d'assurance de la qualité suivra la norme ANSI/ASQ Z1.4-2003 (R2013), *Table I- Sample size code letters, General inspection level II, Table III-A Double sampling plans for normal inspection (Master table)*. Le plan d'échantillonnage indiqué est un plan double qui permet d'effectuer un essai ultérieur au cas où le premier échantillon ne serait pas conforme aux lignes directrices établies.

Exemple :

Tableau I – Lettres de code de la taille de l'échantillon, inspection générale niveau II
La lettre de code de la taille de l'échantillon J correspond à un lot de 501 à 1200 projectiles.
La lettre de code de la taille de l'échantillon K correspond à un lot de 1201 à 3200 projectiles.

Voir le Tableau III-A – Plan d'échantillonnage double pour le contrôle normal (premier échantillon)
La lettre de code de la taille de l'échantillon J correspond à 50 projectiles.
La lettre de code de la taille de l'échantillon K correspond à 80 projectiles.

Voir le niveau de qualité acceptable (NAQ) pour les articles non conformes permis.

Aux fins du présent contrat, on entend par « lot de fabrication » la quantité de projectiles fabriqués en une journée.

Les échantillons d'essais d'assurance de la qualité devront être choisis de façon aléatoire parmi diverses portions de lots plutôt que dans une seule portion donnée d'un lot de fabrication. Les échantillons d'assurance de la qualité doivent comporter des projectiles de tous les lots.

L'échantillon doit être choisi parmi au plus 10 000 projectiles ou cinq (5) lots de fabrication consécutifs (peuvent également être appelés indicatifs quotidiens) regroupés sans interruption majeure, selon ce qui se produit en premier. La GRC se réserve le droit d'obtenir un échantillon d'essai d'assurance de la qualité de chaque lot de fabrication, si jugé nécessaire.

L'entrepreneur doit fournir gratuitement tous les échantillons d'essai des lots de projectiles et les échantillons subséquents si le premier envoi ne respecte pas les exigences de performance de la GRC.

Les droits et taxes font l'objet d'une exonération pour les échantillons d'essai importés en vertu des dispositions des articles du *Règlement sur l'importation temporaire de marchandises*, C.P. 1989-1663.

L'échec du deuxième essai de soumission sera un motif suffisant pour résilier le contrat.

Les normes d'assurance de la qualité susmentionnées dépendent de la divulgation complète par le fabricant de ses procédures d'assurance de la qualité et des résultats des essais finaux effectués sur les lots fournis.

RÉSULTATS D'ESSAI

Une fois les essais effectués par la GRC terminés, le fournisseur sera informé de sa conformité aux normes dans les 28 jours ouvrables suivant la réception des échantillons d'essai, ou dans les plus brefs délais.

EMBALLAGE

L'emballage doit être conforme à l'emballage commercial standard de façon à garantir l'arrivée sécuritaire de tous les projectiles à destination.

MARQUAGE

Les éléments suivants doivent être inclus sur tous les cartons d'expédition :

- Description
- Numéro du contrat
- Numéro(s) de lot

2.0 Plan d'échantillonnage et niveaux de qualité acceptables

Norme ANSI sur les contrôles par attributs ANSI/ASQ Z-1.4-2003 (R2013), Table I-Sample size code letters, General inspection level II, Table III-A Double sampling plans for normal inspection (Master table)

DESCRIPTION DES DÉFECTUOSITÉS	NIVEAU DE QUALITÉ ADMISSIBLE
Critique (fonctionnement)	0.010

Défaut de fabrication d'une munition qui pourrait entraîner une défaillance de la cartouche et l'explosion de l'arme à feu. Tout défaut au niveau du chargement ou de la poudre propulsive pouvant causer le blocage du projectile dans le canon de l'arme à feu. Tout défaut dans le projectile qui pourrait nuire à ses caractéristiques de vol et/ou à ses effets de traumatisme contondant prévus.

DESCRIPTION DES DÉFECTUOSITÉS	NIVEAU DE QUALITÉ ADMISSIBLE
Majeur (fonctionnement)	0.25

Raté, extraction difficile ou tout autre défaut pouvant gravement altérer le fonctionnement ou la performance.

DESCRIPTION DES DÉFECTUOSITÉS	NIVEAU DE QUALITÉ ADMISSIBLE
Majeur (visuel et dimensionnel)	0.25

Tout défaut visuel ou dimensionnel pouvant nuire gravement au fonctionnement ou à la performance.

DESCRIPTION DES DÉFECTUOSITÉS	NIVEAU DE QUALITÉ ADMISSIBLE
Mineur (visuel et dimensionnel)	0.40

Tout défaut visuel ou dimensionnel qui ne nuirait pas gravement au fonctionnement ni à la performance.

3.0 NORMES DE QUALITÉ ESSENTIELLES pour projectile à impact contondant.**a. VITESSE :**

En moyenne, 10 projectiles à une température (ambiante) de +21 °C doivent avoir une vitesse qui ne dépasse pas 325 pi/s (± 35 pi/s) si le poids moyen du projectile est de 30 g (± 10 g) ou une vitesse nominale qui ne dépasse pas 250 pi/s (± 35 pi/s) si le poids moyen du projectile est de 60 g (± 10 g).

b. PRESSION :

Le fabricant doit fournir des données de pression afin de démontrer qu'il est sécuritaire d'utiliser le projectile dans un dispositif de lancement Heckler et Koch 269 (HK269) à chargement latéral de 40 x 46 mm à longueur de canon de 280 à 300 mm, comportant 6 cloisons et rayures, avec une torsion à droite de 1:1200 mm, et équipé d'un dispositif optique à point rouge.

c. PRESSION :

Une amorce à styphnate de plomb standard doit être utilisée. Elle doit être traitée et scellée pour atténuer les facteurs environnementaux qui affectent la performance de l'amorce. Les spécifications militaires pour le scellement des munitions d'armes légères comme la norme AC/225-D, Multi Calibre Manual of Proof and Inspection (M-C MOPI) peuvent être utilisées comme référence.

d. PROJECTILE :

Le projectile à létalité réduite doit être scellé ou être conçu pour atténuer l'intrusion d'humidité qui pourrait nuire à la fiabilité du fonctionnement. La charge de lancement peut aussi être scellée au niveau de la bouche au lieu du projectile lui-même. Le projectile doit être de construction suffisamment robuste pour atténuer les dommages comme le fait de tomber sur une surface dure (c.-à-d. du béton) depuis une hauteur de 1 m. Le projectile doit pouvoir résister aux forces d'accélération pendant le tir sans être endommagé. Le projectile proposé doit être muni d'un bourrelet intégré ou distinct qui sera marqué par les rayures et qui ne s'arrachera. Le bourrelet doit demeurer en contact avec les rayures.

e. POIDS DU PROJECTILE :

Le poids moyen d'un (1) seul projectile doit être de 30 g (± 10 g) ou de 60 g (± 10).

f. AGENT PROPULSIF :

L'agent propulsif utilisé doit être à combustion sans résidus qui ne crée pas d'encrassement excessif, produit peu de fumée et présente un point éclair bas. La poudre noire ou les dérivés similaires ne sont pas acceptables en raison de la nature corrosive des sous-produits/résidus de combustion.

1. NORMES DE PERFORMANCE

(A) Essais environnementaux et précision

Permet de frapper la cible, pointe première, sans fragmentation à des températures de -40 °C, 21 °C et 54 °C, tout en permettant un tir groupé de cinq (5) projectiles sur une aire en moyenne inférieure à 20 cm, à une distance de 25 m, l'aire étant mesurée de centre à centre des impacts les plus éloignés les uns des autres.

Les projectiles qui ne respectent pas cette exigence de précision seront traités comme dépassant une tolérance de défectuosité.

(B) Ces projectiles doivent fonctionner avec le dispositif de lancement Heckler & Koch 269 (HK269) à chargement latéral de 40 x 46 mm avec une longueur de canon de 280 à 300 mm, comportant 6 cloisons et rayures, avec une torsion à droite de 1:1200 mm, et équipé d'un dispositif optique à point rouge.

2. NORMES D'IDENTIFICATION – Équivalent commercial ou militaire

4. DOCUMENTS D'ASSURANCE DE LA QUALITÉ DU FABRICANT

Le soumissionnaire retenu devra fournir les articles suivants à la demande de l'armurier principal de la GRC :

- (i) garantie écrite que les projectiles fournis dans le cadre du présent accord respectent ou surpassent les normes de qualité essentielles, les normes de performance et les normes d'identification;
- (ii) schéma de la douille avec amorce, sans balle;
- (iii) illustration du projectile;
- (iv) illustration du projectile assemblé. Ces illustrations doivent comprendre les dimensions pertinentes ainsi que les tolérances maximales et minimales.
- (v) exemplaire de la procédure d'inspection de contrôle de la qualité du fournisseur.
- (vi) documents d'évaluation de traumatisme contondant du fabricant et/ou d'un tiers liés au projectile à létalité réduite en question

ANNEXE E de la PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen des instruments de paiement électronique suivants : *Le soumissionnaire doit choisir la méthode de paiement.*

- ☐ Carte d'achat VISA;
- ☐ Carte d'achat MasterCard;
- ☐ Dépôt direct (national et international);
- ☐ Échange de données informatisées (EDI);
- ☐ Virement télégraphique (international seulement);
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (LVTS) (plus de 25 M\$)

ANNEXE F de la PARTIE 5 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - ATTESTATION

Je, l'offrant, en présentant les renseignements suivants au responsable de l'offre à commandes, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut, s'il est établi qu'une attestation est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, durant la période de l'offre à commandes ou pendant la période du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le gouvernement du Canada peut rendre l'offre irrecevable, entraîner l'annulation de celle-ci ou constituer un manquement au contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web d'[Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) (Si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de l'offre à commandes sera utilisée.)

Veuillez remplir les parties A et B.

A. Cochez seulement l'une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. L'offrant atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. L'offrant atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. L'offrant atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#) assujetti à la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. L'offrant atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. L'offrant a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada;

- ☐ A5.1 L'offrant atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

OU

- ☐ A5.2. L'offrant atteste qu'il a soumis l'[Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\) à EDSC – Travail](#). Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'une offre à commandes, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le au Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

B. Cochez seulement l'un des énoncés suivants :

- ☐ B1. L'offrant n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. L'offrant est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.

Annexe G - Rapports des fournisseurs - Rapports d'utilisation trimestriels

L'entrepreneur doit remplir le tableau après l'attribution du contrat

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

numéro de l'offre à commandes et de l'arrangement en matière d'approvisionnement	nom du fournisseur	période visée par le rapport	numéro de la commande subséquente et du contrat pour chaque commande subséquente et contrat, y compris les modifications	ministère client	l'autorité contractante	date de la commande subséquente et du contrat	la période de la commande subséquente et du contrat	les articles acquis et les services fournis	la valeur de la commande subséquente et du contrat, la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée incluse, selon le cas